

**ANNEXE I.B. - SPECIFICATIONS TECHNIQUES LOT 4****FORMATIONS ACTIONS DE SENSIBILISATION SUR LE COMPORTEMENT À  
ADOPTER EN CAS D'INCENDIE ET D'ÉVACUATION DES IMMEUBLES -  
LUXEMBOURG****Table des matières**

1.	OBJET ET CONTEXTE DU CONTRAT .....	2
1.1	Objet.....	2
1.2	Cadre légal .....	2
2.	OBJECTIFS .....	2
3.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
3.1	Durées des prestations.....	3
3.2	Lieu des prestations.....	3
3.3	Liste des bâtiments (pour OIL) .....	3
3.4	Langues / Support pédagogique .....	4
3.5	Planification des formations.....	4
3.6	Déroulement.....	4
3.7	Annulation:.....	5
4.	CONTROLE DES PRESTATIONS .....	5
5.	DOMMAGES-INTERETS .....	5

## **1. OBJET ET CONTEXTE DU CONTRAT**

### **1.1 Objet**

L'objet de ce contrat est d'organiser des formations d'actions de sensibilisation sur le comportement à adopter en cas d'incendie et d'évacuation des immeubles pour le personnel des Institutions sises au Luxembourg.

Afin de promouvoir la politique en matière de sécurité du personnel, de prévention et lutte contre l'incendie, des actions de sensibilisation sur le comportement à adopter en cas d'incendie et d'évacuation des immeubles sont organisées.

Informé le personnel des risques en matière de santé et de sécurité, de mesures et actions de protection et de prévention en général.

Les Institutions envisagent de tenir ces actions sous forme de "journées de sensibilisation" en utilisant des unités mobiles de formation. La formation comporte une partie théorique et une partie pratique.

Une formation spécifique est mise en place pour le personnel d'encadrement qui travaille avec des enfants au Centre Polyvalent de l'Enfance (CPE). La formation est ciblée, notamment pour assurer l'évacuation des enfants dans le calme et en respectant les consignes et les voies d'évacuation spécifiques pour le personnel du CPE.

### **1.2 Cadre légal**

Dans le cadre de la lutte contre le feu, la loi oblige la Commission à fournir une formation de base à un certain nombre de personnes.

Il est à souligner que la Commission a adopté, le 26 avril 2006, la décision établissant une politique harmonisée en matière de santé et de sécurité au travail pour l'ensemble du personnel de la Commission.

Cette décision prend en considération les mêmes éléments que ceux soulignés par la Directive cadre 89/391/CEE du Conseil du 12 juin 1989.

## **2. OBJECTIFS**

Les objectifs de cette action de sensibilisation sont:

- rappeler ou apprendre au personnel des Institutions le comportement à adopter en cas d'incendie et/ou d'évacuation d'un bâtiment,
- Informer le personnel de la Procédure d'évacuation, des consignes spécifiques et des plans d'urgence,
- rappeler ou apprendre au personnel des Institutions le principe d'évacuation propre à son bâtiment (dispersion ou rassemblement),
- habituer le personnel aux signaux d'alerte et d'alarme utilisés dans les bâtiments des Institutions à Luxembourg,
- rappeler ou apprendre au personnel l'utilisation des moyens de première intervention de lutte contre le feu (extincteurs CO2, à poudre, eau avec additif),

- rappeler ou apprendre au personnel la reconnaissance des chemins d'évacuation et de signaux de sécurité (pictogrammes),
- rappeler ou apprendre au personnel la reconnaissance des "zones refuges",
- rappeler ou apprendre au personnel les modalités d'émission du moyen de communication « NOAH » par SMS, s'il y a lieu, pour toute information d'urgence.

### **3. EXECUTION DES PRESTATIONS**

Il est prévu que la formation soit organisée dans une unité mobile. Le véhicule devra être mis à disposition par le Contractant.

Ce véhicule, conçu pour accueillir au moins 12 personnes assises, doit être équipé d'une salle de formation pour le cours théorique et d'un espace de mise en pratique avec zone de feu, extincteurs et autres exercices d'attaque au feu.

#### **3.1 Durées des prestations**

Une journée de formation comprend 3 sessions de 12 personnes.

Pour chaque session, une présentation théorique et pratique, en français ou en anglais d'une durée totale d'1h15, est dispensée par des instructeurs formés dans la lutte contre l'incendie.

Les horaires des sessions sont programmés comme suit : 9h15-10h30 / 10h45-12h00 / 14h15-15h30.

#### **3.2 Lieu des prestations**

Pour le stationnement de l'unité mobile de formation, les Institutions mettent à la disposition du Contractant un emplacement suffisamment spacieux, doté d'un raccordement électrique. Les frais d'électricité et eau sont pris en charge par les Institutions.

L'unité mobile de formation est stationnée à proximité de chaque immeuble ou l'action de formation se déroule (voir liste ci-dessous).

L'emplacement de l'unité mobile de formation est indiqué au contractant dans le bon de commande ou contrat spécifique.

### 3.3 Liste des bâtiments (pour OIL)

NOM	CODE	ADRESSE
BECH	BECH	5, rue A.Weicker, L-2721 Luxembourg
EUROFORUM 1	EUFO 1	10, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
DROSBACH	DRB	12, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg
LACCOLITH	LACC	18-20, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg
ARIANE	ARIA	400, route d'Esch, L - 1471 Luxembourg
JMO T	T2	1,3,5,7 bvd Frieden, L - 1543 Luxembourg
CENTRE POLYVALENT DE L'ENFANCE	CPE 1/2/3	rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
	CPE 5	6 Rue Gaston Thorn, L-8268 Bertrange-Mamer
MERCIER	MER	2, rue Mercier, L - 2985 Luxembourg

### 3.4 Langues / Support pédagogique

Les langues de travail principales des Institutions européennes à Luxembourg sont le français et l'anglais.

Les formations se déroulent dans la langue majoritaire du groupe de participants soit en français, soit en anglais, à parts égales probablement. Cependant, les formateurs ont une bonne connaissance de l'autre langue de travail de façon à pouvoir comprendre et répondre aux questions qui leurs sont posées dans cette langue.

### 3.5 Planification des formations

A l'entrée en vigueur du contrat et, ensuite, au début de chaque année calendrier le contractant assiste à une réunion avec les responsables des Institutions associées au présent contrat, qui se tient dans les locaux des Institutions à Luxembourg.

L'objectif de cette réunion est d'établir le planning des actions de formation pour chaque Institution et de décider le type de support pédagogique ainsi que son contenu à donner à chaque participant.

Toute modification ultérieure du planning est faite de commun accord entre les parties.

### 3.6 Déroulement

Sur base du planning annuel de formation et suivant les besoins, le service responsable de chaque Institution conclut un contrat spécifique ou établit des bons de commande pour l'action de formation en détaillant le nombre de jours et de groupes, à prester par le Contractant au cours de la période couverte par le planning.

Avant chaque session de formation, la liste nominative des participants est transmise au contractant. Après chaque formation, une copie de la liste de présence signée par tous les participants est transmise à l'Institution le jour même (en main propre, par fax ou courrier électronique). Une copie de cette liste sera jointe également à la demande de paiement du Contractant.

### **3.7 Annulation:**

Exceptionnellement, chaque partie peut annuler l'action de formation à condition d'en prévenir l'autre partie par écrit (fax ou courriel) au moins quatre (4) jours ouvrables avant la date de début.

Si une des parties annule une formation moins de quatre (4) jours ouvrables avant la date de début, les dommages-intérêts énoncés au point 5 ci-dessous sont applicables.

## **4. CONTROLE DES PRESTATIONS**

La Commission se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations (par exemple: via la participation à une formation d'un représentant du service de la Commission en charge de l'exécution du contrat).

En cas de déficiences dûment constatées dans l'exécution des prestations, le Contractant est tenu d'y remédier dans les meilleurs délais et cela sans aucun supplément.

## **5. DOMMAGES-INTERETS**

### **5.1 Les dommages-intérêts suivants sont applicables:**

- si le Contractant annule une journée de formation moins de quatre (4) jours ouvrables avant la date de la session, des dommages-intérêts de 20 % du montant relatif à cette formation sont appliqués à la prochaine demande de paiement du Contractant.
- si la Commission annule une journée de formation ou une session de formation (groupe de 12 personnes) moins de quatre (4) jours ouvrables avant la date de la formation, elle s'engage à payer à titre de dédommagement au Contractant 20 % du montant relatif à cette journée ou session.

### **5.2 Les dommages-intérêts à charge du Contractant sont applicables par le seul fait du non respect par le Contractant de ses obligations contractuelles. Ils sont communiqués au Contractant par lettre recommandée et déduits d'office de tout paiement à effectuer au Contractant, sans préjudice de tout recours direct en cas d'insuffisance des montants disponibles.**

### **5.3 La Commission et le contractant reconnaissent et conviennent expressément que toute somme payable au titre du présent article correspond à des dommages-intérêts et non à une clause pénale, et qu'elle représente une estimation raisonnable de la juste compensation des pertes susceptibles d'être occasionnées par l'inexécution des obligations.**